

EUROPE DES RÉGIONS ? INDÉPENDANCE DE L'ILE-DE-FRANCE ?

La présidente de l'Ile-de-France veut franchir de nouvelles étapes dans ce qu'elle appelle "une saisine pour un choc de décentralisation en Ile-de-France".

En réalité, quand elle présente au Conseil Régional ses 40 propositions pour la Région, s'inscrit-elle dans l'Europe des Régions ou souhaite-t-elle l'indépendance de l'Île-de-France qu'elle considère sans doute en capacité de se développer sans appartenir à la Nation ?

Elle n'hésite pas à vouloir créer un SMIC régional et à avoir son propre Pôle Emploi tout en ayant sa propre gouvernance de Pôle Emploi.

Elle transforme les lycées professionnels en les mettant sous la coupe de la Région et en les confiant clés-en-main à terme au patronat.

Elle crée des écoles primaires autonomes sous contrat avec la Région.

Elle met en place une compétence de recrutement de professeurs associés dans les lycées pour ouvrir le corps enseignant à la société civile. Elle fixe la composition des conseils d'administration des lycées généraux et technologiques – fusionne les trois CROUS pour n'en avoir qu'un à "la botte" de la Région. Autrement dit, il est clair qu'elle casse l'école de la République.

En termes de politique des transports, elle place la RATP sous la tutelle directe de la Région Ile-de-France avec l'exemple de ce qu'elle fait avec Île-de-France Mobilité : la privatisation.

Elle fixe les tarifications et se donne l'autonomie fiscale sur le Versement mobilité ainsi qu'elle se donne toute la réglementation des transports publics particuliers de personnes.

Elle se donne tous les pouvoirs en matière de logement et d'aménagement en reprenant tout à l'État (règles de performance énergétique, attribution des logements sociaux de l'État).

En termes de santé, elle se donne la présidence de l'ARS et de l'AP-HP. Elle "chope" au passage la médecine scolaire dans les lycées et reprend la pleine responsabilité des instituts de formation sanitaire.

Elle crée un établissement public régional dénommé Agence Francilienne de l'Habitat et décide de créer une agence régionale reprenant les attributions de l'ADEME.

Elle veut superviser toutes les forces de sécurité dans les transports et interdire l'accès de ces derniers à ce qu'elle appelle des multirécidivistes. Elle récupère au passage la gestion du fonds interministériel de prévention de la délinquance.

Dans le domaine de la vie institutionnelle, elle veut que la Région définisse la composition et les modalités d'organisation du CESER...au service de cette politique bien sûr. Autoriser la Région à recourir à l'agence de services et de paiement pour conduire sa politique publique et payer en toute autonomie sans la DRFIP.

Elle demandera sans doute un avis du CESER ? Mais d'ores et déjà l'Union Régionale Ile-de-France FO rejette les 40 propositions qui s'attaquent frontalement à la République Une et Indivisible.

Elle sort de la République Une et Indivisible et nous n'en voulons pas.

L'Union Régionale Ile-de-France FO exige le retrait pur et simple de ce projet.